

N° 19 /CA du Répertoire

N° 2005-/05CA du Greffe

Arrêt du 05 avril 2007

Affaire : Edouard A. LISSANON

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

C/

**Ministre de l'Intérieur de la  
Sécurité et de la Décentralisation et  
Etat béninois**

La Cour,

Vu la requête en date à Porto-Novo du 07 janvier 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 17 janvier 2005 sous le n° 076/GCS, par laquelle l'inspecteur de Police de première classe Edouard A. LISSANON matricule 1354 a saisi la Haute Juridiction d'un recours de plein contentieux tendant à voir l'Etat béninois condamné à lui payer toutes causes de préjudices confondues la somme de 30 748 651 francs CFA au titre de dommages intérêts ;

Vu la lettre n° 0631/GCS du 10 février 2005 par laquelle il a été invité à constituer conseil et à payer la consignation légale ;

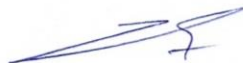
Vu la lettre n° 2178/GCS du 13 juin 2005, par laquelle il a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu les lettres n° 3423 et 352/GCS des 26 octobre 2005 et 30 janvier 2006 par lesquelles il a été mis en demeure de produire ledit mémoire ampliatif

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 3064 du 1<sup>er</sup> mars 2005 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;



Ouï le conseiller **Joséphine OKRY-LAWIN** en son Rapport ;

Ouï l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par de multiples correspondances rappelant les termes des articles 69 et 70 de l'Ordonnance n° 21/PR susvisée, le requérant a été invité et mis en demeure de produire à la Cour son mémoire ampliatif ;

Considérant que lesdits articles disposent :

**Article 69** : « lorsque les délais impartis par le rapporteur, prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai. »

**Article 70** : « si la mise en demeure reste sans effet, la chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration, elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête. »

Considérant que le requérant n'a pas cru devoir produire ledit mémoire ampliatif dans les délais impartis ;

Qu'en application des dispositions de l'Ordonnance sus indiquée il y a lieu de dire qu'il est réputé s'être désisté et de classer l'affaire ;

**PAR CES MOTIFS,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le requérant est réputé s'être désisté.

**Article 2** : L'affaire est classée.



**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

**Article 4** : Les frais sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative

**PRESIDENT** ;

**Joséphine OKRY-LAWIN** {  
**ET** {  
**Victor D. ADOSSOU** {

**CONSEILLERS** ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi cinq avril deux mille sept, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**René Louis KEKE**


**MINISTERE PUBLIC** ;

**Et de Irène O. AITCHEDJI**

**GREFFIER** ;

**Et ont signé :**

Le Président

  
**G. ALAYE**

Le Rapporteur

  
**J. OKRY-LAWIN**

Le Greffier

  
**I. O. AITCHEDJI**

